l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi 26 octobre 1976

No 553

1,50 F

B.P 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

CHINE : Pour soutenir le Comité central

GIGANTESQUES MANIFESTATIONS

Ces derniers jours, dans tout le pays, le peuple multinational de la République populaire de Chine a organisé de nombreuses manifestations et rassemblements monstres pour, comme l'indique l'agence Chine nouvelle, «acclamer chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-feng, aux postes de président du Comité central du Parti communiste chinois et de président de la Commission militaire du Comité central du PCC, ainsi que la grande victoire remportée par notre parti dans l'écrasement de la "bande des quatre" (Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan), qui complotait pour usurper le pouvoir au sein du parti et de l'État».

Dimanche au cours d'un rassemblement d'un million de militaires et de civils à Pékin, en présence de nombreux dirigeants du parti et de l'État, Wou Teh, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois et premier secrétaire du comité du parti pour la municipalité de Pékin et président du comité révolutionnaire de Pékin, a prononcé un discours dont nous citons des extraits :

Camarades et amis,

Aujourd'hui, les représentants des organes du parti, du gouvernement et de l'armée, les représentants des ouvriers, des paysans et des soldats ainsi que ceux de la population des divers milieux de la capitalie sont réunis en ce solennel meeting de célébration afin de saluer chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de président du CC du PCC et de président de la commission miliaire du CC du PCC, et de célébrer chaleureusement la grande victoire que notre parti a remportée en écrasant le complot de la clique anti-parti Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan visant à l'usurpation du pouvoir au sein du parti et de l'État. Ces derniers jours, tout le parti, toute l'armée et le peuple de nos différentes nationalités éprouvent une joie profonde ; une atmosphère de liesse régne dans tout le pays. Les masses populaires — par centaines de millions d'hommes — sont descendues dans la rue afin de saluer chaleureusement cette grande et décisive victoire que le prolétariat a remportée en ripostant aux assauts de la bourgeoisie.

Il y a un mois et demi, nous avons perdu notre grand dirigeant et éducateur, le président Mao Tsé-toung. Tout notre parti, toute notre armée et le peuple de nos différentes nationalités ont été plongées dans une immense affliction ; et tous étaient inquiets quant au destin et à l'avenir de notre parti et de notre État, inquiets quant à la question de savoir si le Comité central de notre parti pourrait rester fidèle à la volonté du président Mao, maintenir fermement la ligne fondamentale et les mesures politiques que le président Mao avait définies pour notre parti, et mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire du prolétariat.

(Suite p. 2)

Succès du rassemblement de soutien aux travailleurs des foyers Sonacotra

SONACOTRA CEDERA

Ce rassemblement auquel appelaient, dans la région parisienne et d'autres villes, de nombreuses affiches, dans les banlieues ouvriéres prés des cités ou sur les murs des usines, s'est déroulé dans une ambiance enthousiaste à la Mutualité de 10 à 17 heures. La salle avait été décorée par la Commission culturelle du Comité de coordination de diverses banderoles telles que «Sonacotra cédera», «A bas les foyers-prisons», «pour une baisse des loyers de 100 F», et au fronton de la salle et à la tribune : «Retour de nos camarades expulsés» et «Vive le comité de coordination». Plusieurs milliers de travailleurs français et immigrés se sont succédés sans discontinuer dans la salle depuis 10 h du matin.

La tribune du meeting.

Aprés avoir assisté à des chants ou à des danses pendant la riche partie culturelle (voir notre commentaire à la page 7), ils allaient dans le hall, fort animé, feuilleter et acheter les diverses brochures du Comité de coordination concernant la lutte.

Le meeting s'est ouvert devant une salle bien remplie dont l'assistance était composée en majorité de travailleurs immigrés de tous les âges et de toutes nationalités, mais aussi, et c'est encourageant, d'un nombre non négligeables de travailleurs français. La cause des travailleurs des foyers de la Sonacotra en lutte sensibilise en effet d'emblée, on le comprend, leurs frères immigrés qui vivent dans les même conditions affrontent les mêmes problèmes et difficultés. La présence à leur côté de travailleurs français plus nombreux qu'au meeting de février 76, leur enthousiasme croissant au fur et à mesure qu'ils découvraient plus concrètement la lutte et son déroulement manifestaient deux choses : l'existence d'ores et déjà d'une solidarité de classe entre français et immigrés dans le cadre de cette lutte, mais aussi la nécessité de populariser encore plus largement, à l'aide notamment des brochures du Comité de coordination, la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra afin de mieux la faire connaître, d'en approfondir la compréhension, et d'élargir et renforcer le soutien au niveau des quartiers populaires mais aussi dans les entreprises et organisations syndicales.

(Voir p. 3 et 8)

Ouverture du sommet du Caire

Un resserrement de la solidarité arabe

Le cessez-le-feu qui s'est instauré au Liban ces jours derniers semble à peu près unanimement respecté. Certes des échanges de coups de feu sporadiques se poursuivent en différents points du pays, Beyrouth a connu samedi une nouvelle alerte aux bombardements, mais le calme y était revenu dès dimanche matin.

En même temps que s'ouvre aujourd'hui au Caire le sommet des chefs d'État des pays arabes, quelques précisions sont fournies sur la composition de la force armée arabe chargée de veiller à l'application de l'Accord de Ryad.

Forte de 30 000 hommes, placée sous la responsabilité du président libanais, Elias Sarkis, mandatée pour intervenir militairement contre tous les éléments qui chercheraient à saboter le cessez-le-feu, la force de paix arabe serait composée de contingents syriens, saoudiens, soudanais, lybiens et marocains. Les Saoudiens seront vraisemblablement les plus nombreux après les Syriens. Les premiers éléments de cette force devraient arriver à Beyrouth d'ici une dizaine de jours.

D'ici là, la situation politique du Liban sera dominée par le développement des travaux du sommet arabe qui s'ouvre dans une ambiance très favorable, les armes s'étant enfin tues au Liban pour laisser place à la négociation politique.

Contre vents et marées

LES TRAVAILLEURS DE L'IMRO CONTINUENT LE COMBAT

Ce jeudi 21 octobre, c'est sous un ciel plutôt bas d'où la pluie tombe drue, par intermittence, que la Seine continue de s'écouler, flanquée de ses docks tout hérissés de grues et de charpentes métalliques. L'imprimerie rouennaise, l'IMRO, est toujours là, à quelques dizaines de mètres des méandres du fleuve. Mais les ouvriers, eux, n'y sont plus. Et la rue du Pré de la Bataille est déserte.

Pas tout à fait, d'ailleurs, car sous l'enseigne portant les quatre lettres IMRO, un petit car bleu est stationné : les flics. Ils sont là en permanence, nuit et jour, depuis plus de trois mois. Depuis le vendredi 16 juillet exactement, où, à 4 heures du matin, tandis que 8 cars de CRS quittaient la caserne Darnétal en direction de la place de l'Hôtel de ville où ils se tenaient prêts à intervenir, 120 flics quadrillaient le quartier de l'imprimerie pour en expulser les grévistes. Ce jour-là, avertis quelques minutes avant l'intervention des flics, les 4 ouvriers qui faisaient la permanence de nuit dans l'usine, avaient pu s'échapper. Mais personne depuis lors n'a pu franchir le seuil de l'IMRO.

Et c'est en plein millieu de la ville, dans une petite chambre, que nous avons pu rencontrer les travailleurs de l'IMRO.

Depuis votre expulsion, le 16 juillet, comment faites-vous pour vous rencontrer et continuer d'organiser la lutte tous ensemble ?

Pendant trois semaines, après l'expulsion, nous n'avons eu aucun lieu de rassemblement. Cela ne facilitait pas les choses. Et puis, au bout d'un moment, un organisme créé par des protestants, «Fraternité mission populaire», a commencé à nous accueillir dans ses locaux. Cela nous a permis de nous regrouper. Toutes les semaines, on a réuni une assemblée générale pour diriger notre lutte. Et tous les jours, des copains se voyaient pour répondre aux questions courantes, le courrier par exemple.

(Suite p.4)

Chine : Pour soutenir le Comité central

GIGANTESQUES MANIFESTATIONS

Suite de la p. 1.

Le prolétariat international et les peuples révolutionnaires du monde étaient également préoccupés par ce problème. Cette inquiétude et cette préoccupation n'étaient pas sans raison. En effet, un sombre nuage était apparu dans le ciel de la Chine. Profitant de l'occasion qui leur était donnée par la grave maladie du président Mao, puis par son décès, la clique antiparti Wang Hong-Wen-Tchang Tchouen-kiao-Kiang Tsing- Yao Wen-Yuan était impatiente d'usurper le pouvoir suprême au sein du parti et de l'État. Nous nous trouvions devant le danger réel de voir notre parti dégénérer en un parti révisionniste et notre État changer de nature. Notre parti connaissait un moment très difficile. A l'issue d'un combat à mort entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes, notre parti a triomphé, le prolétariat a triomphé, le peuple a triomphé.

Nous soutenons fermement la résolution du 7 octobre 1976 du Comité central du Parti communiste chinois nommant le camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de président du CC du PCC et de président de la commission militaire du CC du PCC. Le camarade Houa Kouo-feng est le continuateur que le président Mao, notre grand dirigeant, avait lui-même choisi et désigné. Ainsi au mois d'avril 1976, le président Mao avait-il proposé que le camarade Houa Kouo-feng assume les fonctions de premier vice-président du CC du PCC et de premier ministre du conseil des Affaires d'État. Le 30 avril, le président Mao écrivait de sa main au camarade Houa Kouo-feng : *«C'est toi qui diriges les affaires, je suis tranquille»* , exprimant ainsi sa confiance totale en celui-ci. Après le décès du président Mao, alors que la révolution chinoise se trouvait à un moment crucial, le Comité central du parti, avec à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, a pris avec détermination les mesures qui s'imposaient pour démasquer la clique antiparti Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan, sauvant ainsi la révolution et le parti, consolidant la dictature du prolétariat dans notre pays et permettant à notre parti, à notre armée et au peuple de nos différentes nationalités de continuer à aller triomphalement de l'avant suivant l'orientation du socialisme et du communisme, orientation que le président Mao nous avait indiquée (...).

Associés en une «bande des quatre», Wang, Tchang, Kiang, et Yao se livraient à des activités sectaires visant à diviser le parti. Ils tramaient fébrilement intrigues et complots dans la tentative de jeter à bas, à l'échelon central comme à l'échelon local, un grand nombre de camarades responsables du parti, du gouvernement et de l'armée, et d'usurper le pouvoir au sein du parti et de l'État. Alors que le président Mao se trouvait gravement malade, et par la suite, après son décès, ils ont lancé avec une frénésie croissante des attaques contre le parti, impatients qu'ils étaient de faire aboutir leur vaine tentative d'usurpation du pouvoir suprême au sein du parti et de l'État. Ils vouaient un culte à tout ce qui est étranger, étaient d'intelligence avec l'étranger, et pratiquaient sans retenue le capitulationnisme et la trahison nationale. L'essence de leur ligne consistait à trahir fondamentalement le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung ; sur le plan intérieur, elle consistait à altérer le caractère prolétarien de notre parti, à renverser la dictature du prolétariat et à restaurer le capitalisme dans notre pays ; sur le plan international, elle visait à rejeter le principe de l'internationalisme prolétarien et à capituler devant l'impérialisme. Le président Mao avait indiqué : *«On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or, elle existe dans le parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie»*. La clique antiparti Wang, Tchang, Kiang, Yao a démontré par ses agissements qu'elle est une clique de représentants typiques de la bourgeoisie au sein du parti, de responsables irréductiblement engagés dans la voie capitaliste et toujours en train de marcher dans cette voie, une bande de conspirateurs et d'arrivistes bourgeois (...).

Nous devons nous unir toujours plus étroitement autour du Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, demeurer fidèles à la volonté du président Mao, lever haut le grand drapeau rouge du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsétoung, maintenir fermement la ligne fondamentale du parti, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et imprimer un nouvel essor à l'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et du président Mao ; nous devons démasquer complètement et critiquer à fond la clique antiparti Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan, continuer à critiquer Teng Siao-ping et à riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes ; nous consoliderons et développerons les conquêtes de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et la grande union du peuple de nos diverses nationalités dirigée par la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans ; nous devons prendre la lutte de classes comme axe, *faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre*, afin de développer une situation déjà excellente. (...)

Manifestation de masse à Pékin samedi.

Ouverture du sommet du Caire

Un resserrement de la solidarité arabe

Suite de la p. 1.

Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, a à cette occasion, réaffirmé l'attachement de la Résistance palestinienne à l'indépendance et à l'intégralité territoriale du Liban. Il a déclaré que les résultats du «mini-sommet» de Ryad «permettent d'envisager avec optimisme l'avenir du Liban et de la Résistance palestinienne»

Soulignant «la nécessité pour tous les pays arabes de contribuer à la sauvegarde de la paix au Liban» Farouk Kaddoumi a ajouté que «l'épreuve Libanaise a renforcé et galvanisé la Résistance palestinienne, plus que jamais décidée à défendre ses droits et à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire sur l'ennemi sioniste».

C'est le président Sadate qui ouvre en personne le 8e sommet arabe du Caire par une intervention au cours de laquelle il doit évoquer les décisions du sommet de Ryad et la postition de l'Égypte dans l'affaire libanaise.

Trois documents doivent être examinés au cours des débats : un mémorandum sur les conclusions du sommet de Ryad, un message du ministre des Affaires étrangères,égyptien relatif aux décisions de la conférence de Ryad, une note sur le nécessaire resserrement de la solidarité arabe.

De son côté le président libanais fera un exposé sur les moyens d'instaurer, à la lumière des récentes consultations inter-arabes, la sécurité et la stabilité au Liban.

Convoqué pour examiner en priorité le problème du Liban, le sommet du Caire apparait en effet comme l'amorce d'une première approche, globale et concertée, de l'ensemble des problèmes du Proche-Orient par les pays arabes concernés.

Indépendamment du retour au calme au Liban et de l'avenir socio-économique du pays, d'autres questions d'importance y seront sans doute abordées et des solutions esquissées. Notamment, l'agression sioniste contre les pays arabes, la volonté du peuple palestinien de recouvrer ses justes droits nationaux, les relations entre les pays arabes et les pays industrialisés avec le problème de la sécurité en Méditerranée orientale, et la présence croissante des pays non riverains et de leurs «armadas» au premier rang desquels se trouvent les deux superpuissances.

Le sommet du Caire, qui marque le resserrement des liens entre des frères arabes un instant séparés, est donc un évènement de grande importance qui doit faire grincer des dents tant à Moscou qu'à Washington. Là bas en effet on cherche toujours à diviser les pays du tiers monde, à les rendre donc plus faibles pour s'opposer aux prétentions hégémoniques de l'une comme de l'autre superpuissance. Tous les amis des peuples arabes et palestiniens se réjouissent par contre sincèrement de leur solidarité anti-impérialiste raffermie

A bas la campagne anticoréenne !

L'impérialisme américain n'a pas digéré la honteuse défaite que lui a fait subir le peuple coréen ,fraternellement uni aux volontaires du peuple chinois. Il n'a pas digéré l'édification, sous la conduite du Parti des Travailleurs , ayant à sa tête le camarade Kim Il Sung, d'une société socialiste dans la partie Nord du pays. Il n'a pas digéré le renforcement continu du prestige de la Corée Populaire et démocratique sur la scène internationale,en particulier au sein du mouvement des non-alignés.Il n'a pas digéré les succès enregistrés par les propositions du camarade Kim Il Sung pour la réunification pacifique de la patrie coréenne.

Aussi l'impérialisme américain a-t-il eu recours dernièrement à la provocation militaire contre le peuple coréen.Celle -ci ayant lamentablement échouée,voici qu'il lance une campagne de presse internationale pour dénigrer la Corée socialiste.Sa dernière trouvaille est que la Corée populaire organiserait le trafic de la drogue en Europe! Rien de moins!Mais le thème est quelque peu éculé...les réactionnaires de tous poils s'en sont déjà servi contre la grande Chine socialiste.

Messieurs les bourgeois , vous faites fausse route!Les causes du trafic de la drogue dans les pays capitalistes sont à rechercher uniquement dans la dégénérescence impérialistes et les appétits de profits de la pègre ,intimement liée au système capitaliste (cf les liens de la maffia avec la démocratie chrétienne et les révisionnistes en Italie, par exemple) et bénéficiant de sa mansuétude. Les pays authentiquement socialistes où ce fléau a disparu, n'ont rien à voir ici.

A bas la campagne anticoréenne et antisocialiste ! Vive la Corée populaire et démocratique !

Un lecteur

Vibrant rassemblement de lutte a la Mutualité

SONACOTRA CEDERA

Aprés la partie culturelle, la parole a d'abord été donnée à un délégué du Comité de coordination qui a expliqué, pour mettre en lumiére le camp de l'ennemi, ce qu'est la Sonacotra.

Fondée en 1957 pendant la guerre d'Algérie (ainsi que le FAS) pour la construction de logements destinés aux travailleurs algériens elle devait ensuite concerner tous les travailleurs immigrés. Son capital social de 1,5 millions se répartit entre l'État qui en détient 55 % à travers différents ministéres (travail, équipement, finances), la Caisse des dépôt et consignations, le Crédit foncier, la Société immobiliére de la Régie Renault, la Fédération nationale du bâtiment, le CNPF. Huit membres de conseil d'administration représentent l'État, et son président, actuellement le giscardien Claudius Petit, est nommé par trois ministres. Le financement se fait pour 50 % par le Crédit foncier, 33 % par le FAS, puis par diverses subventions dont une d'État.

La Sonacotra, bien qu'elle prétende avoir un but non lucratif est une société d'économie mixte constituée sous forme commerciale et dont les statuts prévoient le partage des bénéfices entre actionnaires. Elle s'occupe non seulement de gestion de foyers et cités de transit mais aussi dans son secteur immobilier d'achat de terrains, de construction, et a plusieurs filiales telles la Logirep, une filiale HLM, etc. La comptabilité est, comme un fait exprés, dans un tel désordre qu'il est difficile de voir de quelle maniére se font les transferts financiers.

Ainsi la Sonacotra est une société d'État, l'instrument d'une politique d'immigration et d'un statut spécial pour les immigrés. Elle bénéficie de la protection des rouages de l'État ce qui lui permet de violer les normes tout en se faisant accorder des dérogations. Alors que les revenus des travailleurs immigrés sont en général inférieurs à celui des travailleurs logés en HLM, la Sonacotra n'est pas financée comme le secteur «social» ce qui lui permet de construire des logements à la fois plus petits et plus chers.

Le délégué a terminé en disant : «La lutte de la Sonacotra a l'appui de tous les travailleurs parce que ses revendications sont celles de tous les travailleurs. Tous les travailleurs exigent des loyers à la mesure de ce qu'ils peuvent payer, les libertés fondamentales, des conditions de logement décentes. Nous sommes sûrs que si nous frappons tous ensemble la Sonacotra cédera et que nous vaincrons !».

Un deuxiéme délégué a expliqué la nécessité de soutenir la lutte des travailleurs immigrés. Il a rappelé les conditions de surexploitation des travailleurs immigrés qui peuvent difficilement obtenir des qualifications, faire venir leur famille, n'ont aucun droit et peuvent être expulsés n'importe quand, sont victimes d'attentats racistes. Il a conclu : «Les travailleurs immigrés ont pris conscience de leur force à travers les luttes ; nous appelons les travailleurs français à se mobiliser à notre côté».

Interventions des experts du Comité de coordination

Un membre du groupe comptable a tout d'abord dénoncé le scandale financier et économique de la Sonacotra, notamment sa politique de loyers qui fait supporter aux locataires un certain nombre de charges indûes : 12,5 % de taxe pour les chambres vides, 10 % de financement non HLM, 5 % de non assujetissement à la TVA, 15 % de charges d'animation qui son en fait imposées aux locataires. La différence entre ce qu'ils paient et ce qu'ils devraient payer s'éléve ainsi à plus de 40 % soit environ 120 F.

On voit donc, a-t-il conclu, que la baisse de 100 F exigée par le Comité de coordination est tout à fait légitime.

Un représentant du groupe d'architecture a mis en évidence la mauvaise qualité des logements, chers, petits et sous-équipés. Les normes de construction sont systématiquement en dessous des normes des HLM, ce qui n'est pas le résultat du hasard mais d'une politique délibérée visant à loger le maximum de travailleurs dans le minimum de place. Dix, vingt, trente boxes de 4,5 à 9 m2 (en général 7 m2) groupés autour d'un séjour et d'un sanitaire avec un réchaud pour 3 ou 4, une douche et un WC pour dix, un lavabo pour cinq, voilà ce que la Sonacotra ose appeler des «unités de vie», alors que cela n'a qu'un nom : entassement. Il a fait remarquer en outre que les cloisons de 3 à 5 cm étaient combustibles et que, contrairement à la législation, il n'y avait pas d'escalier de secours extérieur, théoriquement obligatoire quand, comme à Villejuif, il y a plus de 15 résidents par étage.

Un membre du groupe juridique a expliqué la façon dont la Sonacotra jouait de ses appuis pour obtenir des dérogations, fraudait en faisant payer les impôts locaux à ses résidents alors qu'elle ne les considérent pas comme des locataires. Il a annoncé que quatre comités de résidents avaient déposé une plainte pour prix illicites contre la Sonacotra, plainte qui risque d'être prise en considération puisque le gérant de l'AFTAM, foyer de Compiégnes contre lequel une plainte semblable a été déposée, doit passer au tribunal correctionnel. Il a dénoncé également la façon dont la Sonacotra table sur la mauvaise connaissance du maquis juridique par les immigrés pour essayer de les intimider à coups de lettres d'huissiers.

Il faut soutenir les résidents et leu.' Comité de coordination

Un délégué a expliqué l'organisation des résidents en lutte et dénoncé les calomnies du PCF et de la CGT qui traitent les membres du Comité de coordination de manipulateurs gauchistes. Cette organisation émane au contraire des travailleurs qu'elle représente pleinement et n'a de raison d'être que par eux. Les résidents de chaque foyer élisent en assemblée générale pléniére un comité de résidents révocable à tout moment et qui est leur unique représentant. Le Comité de coordination, créé du fait de l'augmentation du nombre de foyers en gréve, est constitué par deux ou trois représentants de chaque comité de résidents ; son bureau, élu pour deux mois, est révocable à tout moment.

Un autre délégué a parlé de la nécessité de développer le soutien, non pas un «soi-disant» soutien en fait récupérateur, mais un soutien réel se plaçant sous la direction des travailleurs et du Comité de coordination qui les représente.

Enfin, aprés le récit d'un délégué du foyer de Dijon, deux interventions en arabe et une en portugais puis en espagnol, plusieurs messages de soutien ont été lus à la tribune.

Nul doute que ce rassemblement a atteint ses buts et servira de tremplin pour la continuation de la lutte et le développement du soutien. Sonacotra cédera !

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à E 100
24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris
Prix : 30 F

LES FAUSSAIRES

L'actuelle campagne antichinoise menée par les moyens «d'information» de la bourgeoisie est également dirigée, de façon de plus en plus précise, contre les communistes marxistes-léninistes de France. La lecture de cette presse permet de distinguer un objectif commun : créer la confusion pour tenter d'opposer le PCMLF et «l'Humanité rouge» au PCR ml. Il est clair que la volonté d'unité manifestée de la part des marxistes-léninistes provoque l'inquiétude et la rage des ennemis. Aussi cherchent-ils par tous les moyens à y faire obstacle, en répandant des mensonges, en cherchant à opposer les uns aux autres.

Dans son édition du 21 octobre, «le Monde», en donne une parfaite illustration. On y prétend en effet que nous aurions accusé le PCR ml de «suivisme» par rapport à l'actuelle situation en Chine. Voici ce qu'on y lit : «Certains dirigeants de «l'Humanité rouge», l'autre quotidien maoiste (proche du Parti communiste marxiste-léniniste de France, clandestin depuis sa dissolution en juin 1968), commençaient à reprocher au PCR de se raccrocher tardivement et sans information sérieuse à l'évolution de la politique gouvernementale chinoise vis à vis des éléments les plus «gauchistes». Tout ici est une invention pure et simple. Invention qui n'est pas désintéressée. D'abord, on parle de «certains dirigeants» ce qui suppose que tous ne seraient pas d'accord. Ensuite on cherche à opposer l'«Humanité rouge» au PCR ml. Les inventions du «Monde» visent un but : diviser les marxistes-léninistes.

Mais où donc l'auteur de cet article a t-il été cherché ses «informations» ? La lecture du journal trotskiste «Rouge» en date du 21 également permet de s'en faire une idée. On y trouve en effet la même invention, selon laquelle le PCMLF aurait accusé le PCR ml de «suivisme». La feuille trotskiste ajoute : «PCMLF et PCR ml ont un nouveau sujet de polémique». La manœuvre est grossiére, tout autant que le mensonge. Messieurs les trotskistes, en bons valets des dirigeants du PCF, cherchent par tous les moyens à s'opposer à l'unité des marxistes-léninistes.

Le «Quotidien de Paris», de son côté, dans son édition du 22 octobre, entame le même air après avoir parlé en page une «des 800 000 000 de marionnettes d'un guignol gigantesque».

Là aussi on cherche à semer la division. En page 8, on peut lire par exemple : « Si les deux organes maoistes français reproduisent la même copie, la présentation différe à l'image de leurs divergences».

Tout ceci ne peut qu«encourager les marxistes-léninistes authentiques à poursuivre dans la voie de l'unité. Les attaques de l'ennemi montrent que c'est la bonne voie.

L'armée française contre le tiers-monde

Que la France soit un pays impérialiste et que son armée soit au service de cet impérialisme, notamment contre les peuples du tiers monde, c'est là une réalité qu'illustrent les deux exemples que voici. Ils sont, si l'on peut dire, banals mais combien révélateurs.

C'est ainsi que le 18 octobre, à Vaucresson, un camion militaire stationnait sur la place de l'Église pour recueillir des dons destinés à des fantoches cambodgiens réfugiés en France. Il a été baptisé «le camion de l'amitié» et l'opération s'est faite sous l'égide d'une «société nationale d'encouragement au dévouement». Ceci montre que l'armée française prend en main les fantoches cambodgiens réfugiés en France. Et l'on peut se demander si elle ne leur donne pas une formation pour être ensuite utilisés dans des opérations contre-révolutionnaires, via la Thailande.

Un capitaine ne déclarait-il pas dernièrement à des soldats, lors d'une conférence : «Si pour sauvegarder NotreDame, il faut intervenir à Bangkok , il y en a qui sont prêts à le faire».

Autre exemple : voici le texte qu'un appelé, servant comme crypto-régulateur, utilise lors de son instruction :

«Objet : relève détachement de renfort en République Centre-africaine.
TXT : relève détachement de renfort s'opérera dans conditions suivantes. Primo : 3e Compagnie du régiment de chasseurs parachutistes sera mise en condition dès réception présent message. Stop. Embarquement prévu à Marseille. le 10/2/76 sur DC8 Cotam. Stop. Lieutenant Lewin commandera les opérations. Secundo : détachement 3e RIMA déjà en place à Bangui sera rapatrié sur métropole par même rotation DC8 Cotam quittant Bangui le 12/2/76.. Tercio : rendre compte difficultés éventuelles rencontrées.»

Ceci montre clairement dans quel esprit et pour quels préparatifs, la bourgeoisie forme les appelés.

Contre vents et marées

LES TRAVAILLEURS DE L'IMRO CONTINUENT LE COMBAT

(Suite de la page une)

Mais à son tour «Fraternité mission populaire» nous a mis à la porte. Ils ont invoqué des tas de prétextes pour se justifier. Ils ont dit par exemple que c'était gênant pour eux qu'on utilise le nom de leur organisme et son adresse comme boite aux lettres pour notre Comité de soutien... Mais en fait, c'est sous les pressions du PCF et de la CGT que les responsables de «Fraternité» ont pris leur décision. l'on comprend comment ces pressions ont pu s'exercer quand on sait que l'un des pasteurs, qui nous a dit «Vous ne pouvez plus rester ici», est lui-même membre du PCF...Et puis la semaine dernière les choses se sont définitivement éclaircies puisque les responsables de «Fraternité» ont fait paraitre un communiqué dans Normandie», l'un des quotidiens de Hersant, où ils ont attaqué ouvertement les travailleurs de l'Imro: Ils expliquaient entre autres dans ce communiqué qu'ils ne voulaient pas faire le jeu de «minorités» qui agissent contre les directions syndicales et que par conséquent ils avaient décidé de nous mettre à la porte.

Mais enfin, malgré çà on continue comme avant. Maintenant on se retrouve dans une librairie de la rue Saint-Hilaire..

A propos de votre exclusion de la CGT, à votre avis pour quelles raisons précisément les dirigeants du syndicat du Livre ont pris cette décision ?

Pour nous c'est clair. Cette sanction est due à l'orientation qu'on a donnée à la lutte. Les dirigeants CGT étaient en particulier opposés au fait que la lutte soit menée de façon réellement démocratique. C'est nous-mêmes, en assemblées générales, qui avons pris toutes les décisions concernant la lutte. C'est nous-mêmes qui avons pris l'initiative de participer à la coordination des luttes à Besançon. C'est nous-mêmes qui avons décidé de ne pas ouvrir la porte seulement à la CGT, mais de l'ouvrir à toutes les organisations qui viendraient, etc. C'est tout cela qui ne convenait pas aux dirigeants syndicaux.

Le mieux c'est que l'an dernier, les responsables de la 22e section du Livre avaient pris position pour que les portes de l'Imro soient ouvertes à tout le monde, à toutes les organisations... Et aujourd'hui ils invoquent notre «complaisance anormale vis à vis des éléments gauchistes» pour exclure 6 copains du syndicat ! La vérité c'est qu'ils auraient voulu tout diriger, tout contrôler, et qu'on marche à la baguette derrière eux sans broncher.

Quelle a été la réaction des autres travailleurs après cette exclusion ?

Ça n'a pas changé. Et les ouvriers du Livre à Rouen nous considèrent toujours comme des camarades. La preuve : on a rédigé une pétition à faire signer pour protester contre cette sanction et pour nous soutenir ; et dans une imprimerie du coin, 85 % des travailleurs l'ont signée. Aussitôt, l'Union départementale CGT, l'Union locale et les responsables de la section du Livre de Rouen ont fait des pressions sur les ouvriers. Et bien, malgré la répression du syndicat pour faire taire les ouvriers, ils continuent quand même de nous soutenir.

Aujourd'hui voilà, du fait de notre exclusion, il faut qu'on mène la bagarre sur plusieurs fronts. Nous continuons à nous battre contre tous les licenciements, mais il faut mener aussi la lutte dans le syndicat. Et sur les deux plans il y a de plus en plus de gars à nous soutenir.

La lettre ouverte qu'on a fait par exemple au Comité exécutif de la FFTL-CGT a eu un impact important parmi les travailleurs du Livre.. Au sein des différentes sections, beaucoup de gars posent des questions. Ils demandent des explications. On a même reçu du courrier, par exemple de Toulouse, d'ouvriers syndiqués qui se sont révoltés contre la direction de la Fédération du Livre et qui disent qu'ils vont gueuler dans le syndicat.

A Paris aussi il y a des gars de notre côté. Le syndicat CGT des correcteurs, qui fait partie de la FFTL, a par exemple envoyé un courrier au secrétaire général de la FFTL-CGT, Jacques Piot, pour protester contre notre exclusion et nous soutenir.

Quant aux copains de l'Imro, il n'y a pas de problème. Ils sont tous en complet désaccord avec l'exclusion. Pour eux, c'est clair, c'est la conséquence de problèmes qui existaient depuis plusieurs années entre nous et les responsables de la 22e section du Livre.

Est-ce que vous pouvez expliquer de quels problèmes il s'agit par exemple ?

Bien sûr. Les divergences entre nous et la direction de la FFTL ne datent pas d'hier. Déjà en 1974, devant la menace de 35 licenciements, nous avons réagi en occupant l'usine. Le succès a été total : aucun licencié. Mais la réaction de la Fédération du Livre a été la suivante : considérant que «toutes les formes de conciliations n'avaient pas été épuisées», elle a refusé de reconnaitre la grève comme «statutaire» ! Et, résultat, elle nous a refusé son soutien financier... Dans le Livre habituellement, quand on est en grève, la FFTL nous verse de l'argent. Là comme ils ne voulaient pas nous verser la moindre indemnité, on a décidé de se payer nous-mêmes sur les cotisations syndicales. Pas tellement pour l'argent, mais pour le principe !

Voilà, alors en excluant 6 travailleurs de l'Imro, les dirigeants de la FFTL ont cru en finir avec l'opposition à l'intérieur de la 22e section. Mais c'est un échec. La preuve c'est que des travailleurs nous soutiennent. Et puis l'opposition continue dans la section. Ça s'est manifesté par exemple lors de la journée du 7 octobre où il y avait en tout et pour tout 12 à 15 gars autour de la banderole du syndicat du Livre, alors qu'il y a à peu près 650 travailleurs syndiqués dans la section du Livre de Rouen.

En attendant la FFTL est salement gênée par tout ce qui arrive et en particulier par toutes les demandes d'explications que font partout des travailleurs. Et ça ne va pas s'arranger pour elle : on vient d'envoyer une lettre officielle au Comité exécutif de la FFTL pour faire appel de cette décision d'exclusion et demander la réintégration. On attend la réponse. Il va bien falloir qu'elle se détermine et qu'elle apporte des explications !

Au bout de presque 13 mois de grève, avez-vous déjà commencé à tirer un premier bilan ?

Bien sûr il y a des acquis. Par rapport à la direction CGT par exemple, c'est évident. Mais il y a aussi des acquis sur le plan politique.

Cela a été payant par exemple d'ouvrir les portes à tout le monde. Cela nous a permis à tous de faire un bond en avant du point de vue politique. Par exemple, alors que des camarades accordaient au début leur confiance au PCF, ils comprennent mieux maintenant ce qu'il en est de ce parti. Populariser nos actions

La lutte elle-même s'est chargée de nous ouvrir les yeux. Par exemple, l'an dernier au début de la grève, il y avait 3 militants du PCF à l'Imro. Au bout de deux mois d'occupation, ils ont tous les 3 abandonné la lutte. Ils sont partis. Le PC à l'époque commençait à sortir un nouvel hebdomadaire régional, «la Dépêche». C'est pour ce travail que les 3 militants du PC de l'Imro ont été réembauchés à l'imprimerie du PC dans la commune voisine de Saint-Étienne du Rouvray. A partir de ce jour-là, ils ne sont jamais revenus à l'Imro...

Un autre acquis, c'est sur le fait qu'il est nécessaire de coordonner les luttes. La meilleure coordination, c'est au niveau des boites, de s'échanger des informations de l'une à l'autre.. Pendant l'occupation, des contacts ont été pris avec de nombreuses boites en lutte : avec les Chantiers de l'Atlantique, avec les cheminots — pendant leur grève de mars dernier on a participé à leurs manifestations — avec les camarades de l'Union mutualiste, de l'usine Sopalin, de la BNP, etc. Pour nous c'était devenu habituel de se rendre dans les entreprises en lutte. En même temps, ça nous permettait de voir les conditions de travail des autres ouvriers... Mais la coordination, on ne la voit pas seulement par rapport aux autres boites en lutte, mais aussi par rapport aux luttes étudiantes, lycéennes, etc.

Quelles sont aujourd'hui vos perspectives ?

La première chose, c'est que dans un mois, ce sera la fin des 90 % pour nous. Alors on va se réunir pour envisager ce qu'il faut faire par rapport à cette question.

Pour le reste, le gros travail c'est de populariser plus largement encore notre lutte par tracts, et en participant à des meetings avec Lip, Réhault, Idéal-Standard.. . On va aussi poursuivre dans ce cadre la parution de notre journal, «Spécial licenciements», dont le dernier numéro a eu un tirage important. Un film et un bouquin sur notre lutte sont également en préparation. Mais nous manquons d'argent. Il nous faudrait déjà au moins 3 000 francs pour éponger nos dettes.

Par ailleurs, après l'exclusion de la CGT, il nous a semblé nécessaire d'organiser un comité de soutien pour populariser notre lutte. Le comité de soutien est sous la direction de l'assemblée générale des travailleurs... Mais jusqu'à maintenant le comité de soutien n'arrive pas à fonctionner réellement. Il ne fait pas un travail efficace. Il y a déjà eu un tract, des collages d'affiches, des débats, mais ça ne suffit pas. Il va falloir qu'on fasse une plateforme pour permettre qu'il s'élargisse à un plus grand nombre de travailleurs.

Enfin deux meetings sont prévus à brève échéance. Le premier a lieu le 26 octobre à la faculté d'Orsay. Le second aura lieu le 12 novembre à la Mutualité. On va l'organiser avec le «Collectif des travailleurs du Livre», pour répondre à la demande de nombreux travailleurs du Livre. On compte pas mal dessus pour populariser nos positions, pour enfoncer le clou par rapport à l'attitude des dirigeants de la FFTLCGT, et répondre à toutes les calomnies qu'ils répandent sur notre compte, et puis aussi pour impulser le soutien financier...

Voilà. Et puis si vos lecteurs veulent correspondre avec nous, qu'ils écrivent à : Librairie Rencontre 102 rue Saint-Hilaire — 76 000 Rouen.

Mas (Toulouse) Pour diriger une grève

IL FAUT PRATIQUER LA LIGNE DE MASSE

La direction comptait que le mouvement déclenché par 70 % du personnel en assemblée générale, se terminerait vendredi soir, que ce n'était qu'un «coup de semonce», (comme elle l'a reconnu elle-même). Mais il n'en fut rien.

Après l'atelier pantalon et une autre partie de l'atelier coupe, c'est une bonne partie des bureaux qui a rejoint le mouvement. Nous sommes aujourd'hui 90 % de grévistes, grévistes plus que jamais déterminées à prendre les moyens de vaincre :

— L'assemblée des grévistes a réalisé l'importance de se mettre tous d'accord avant d'entreprendre quoi que ce soit. Les plus décidées ne doivent pas engager une action sans que les autres en aient compris la nécessité, car ce serait l'engager de façon minoritaire, et négatif pour la grève. C'est ainsi que mardi, tous ensemble nous avons occupé le standart toute la journée.

— Toutes les décisions sont prises en assemblées générales.

— Les grévistes organisent le soutien : tracts et collectes dans les usines d'habillement mais aussi dans toutes les grosses entreprises de Toulouse.

Déjà le conflit Mas est connu sur la place de Toulouse. De nombreuses délégations sont venues nous apporter leur soutien (Motorola, CII, Latécoère, Ateliers de la Haute-Garonne, APC, anciens grévistes de Badin, communaux Toulouse, Carcel, cheminots, commerce...)

L'argent collecté est géré par une commission finances.

Le tonus de la grève se manifeste par la création de nombreux chants et dessins-caricatures.

Jusqu'à maintenant, la direction fait des propositions bidons : revoir les salaires régulièrement sur la base de l'indice INSEE, ce que les réunions paritaires font de toute façon tous les 6 mois !

C'est pourquoi, forts du soutien des travailleurs de Toulouse, forts de leur unité, les grévistes ont décidé ce soir jeudi, de poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Message du comité de Parti du PCMLF de Toulouse adressé aux grévistes, lu et acueilli avec enthousiasme en assemblée générale

Le Comité de Toulouse du Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient totalement la grève des ouvrières de chez Mas.

C'est une grève importante pour toute la classe ouvrière de Toulouse car elle donnera confiance à tous, notamment aux usines de femmes où l'exploitation est la plus grande.

Alors que le plan Barre veut faire se serrer la ceinture à toutes la classe ouvrière, vous avez engagé la seule action capable d'y faire échec : la grève. Décidée par tous, engagée sur une revendication commune à tous, 90 centimes, combative, elle sera soutenue par tous les travailleurs de Toulouse.

Le Comité de Toulouse du PCMLF s'engage à la populariser et y apporter son soutien actif. Un des premiers gestes de soutien est cette collecte réalisée auprès de ses militants et sympathisants.

Vive la solidarité ouvrière ! Seul le combat paiera !

Aluvac (Nanterre)

ECHEC AUX LICENCIEMENTS RACISTES

A la Fonderie de précision (Aluvac) 17 travailleurs sont licenciés. Motif : ils ont osé être en arrêt maladie pendant leurs congés, dans leur pays. Le patron n'a cherché aucun motif pour ces arrêts (les cadences infernales, le bruit, la chaleur toute l'année, ni même l'accident, tel ce Marocain qui a eu une côte cassée lors d'un accident de voiture) ; pour lui, les travailleurs immigrés n'ont pas repris le travail parce que, c'est bien connu, «les Arabes sont des fainéants».

Dès que les travailleurs de l'usine ont connu cette mesure répressive, ils ont décidé de se battre classe contre classe.

Mardi 12 octobre, l'équipe du soir débraye. Mercredi matin, les travailleurs décident de bloquer les portes, et empêcher tout travail (les Français de la mécanique, qui ont les plus hautes qualifications et sont les mieux payés, refusaient de faire grève et tentaient de s'opposer aux «sales ratons qui empêchent les autres de travailler»).

Lorsque le patron s'est présenté, les travailleurs lui ont déclaré : «L'année dernière, il n'y avait pas de boulot. Tu nous a demandé de prendre des vacances sans solde de un mois à un an. Quand tu as besoin de nous, tu sais nous trouver, mais après... On n'est pas des bouche-trous. Il n'est pas question de rentrer avant que tous les travailleurs reprennent leur boulot».

Certains travailleurs ont sorti des barres de fer et lui ont dit . «Aujourd'hui, le patron, c'est nous. Tu n'entreras pas».

Devant cette juste position de classe des ouvriers et leur détermination, le patron a dû céder, et accepter de reprendre les licenciés. Il a voulu à ce moment payer les Français de la mécanique, les travailleurs ont répliqué en déclarant qu'il fallait qu'il paye tous les ouvriers ou personne, sinon les portes resteraient fermées. Le patron doit capituler et est obligé de payer à tous les travailleurs ces trois jours de grève. Le patron, qui ne veut pas perdre complétement la face donne un avertissement aux 17 travailleurs qu'il voulait licencier et 3 jours de mise à pied.

Le lendemain cependant, 16 travailleurs immigrés retrouveront les pneus de leurs voitures crevés sur le parking...

Néanmoins cette grève à Aluvac est une nouvelle victoire obtenue par les travailleurs contre le racisme et l'oppression capitaliste en général, malgré les tentatives d'intimidation. Ils n'en resteront pas là.

Correspondant HR
avec des travailleurs
de l'usine

BATIMENT

Le travail à la tâche : un moyen de renforcer l'exploitation du prolétariat

Dans le numéro précédent, étaient abordés les problèmes du salaire dans le travail à la tâche ainsi que la place de celui-ci dans l'aggravation du chômage. Nous publions aujourd'hui la fin de cet article, qui traite de la sécurité et du rôle de division de la classe ouvrière, joué par le travail à la tâche, entretenu par les responsables révisionnistes qui défendent ce type de travail.

LE TRAVAIL A LA TACHE ET LA SECURITE

Dans le travail à la tâche la sécurité est délaissée même si le patron possède tout le matériel, car pour lui, faire installer des échafaudages, par exemple, c'est une perte de temps donc de profits.

Dernièrement, avec un camarade de travail on a dû peindre six cuves de produits chimiques à 14-15 mètres de hauteur. On travaillait avec une échelle, mais comme une cuve c'est circulaire, l'échelle n'avait pas d'appui solide, et il suffisait d'un rien pour qu'elle glisse. L'un peignait au pistolet et était en bas, au pied de l'échelle pour la tenir ... Normalement, pour travailler dans les normes de sécurité, on aurait dû avoir des échafaudages. Mais qui dit échafaudages dit pertes de temps, parce que pour chaque cuve il aurait fallu démonter et remonter les échafaudages, si bien qu'au total, pour les six cuves, on aurait mis une quinzaine de jours au lieu des quatre jours seulement qu'on a passés. D'autre part, si le patron avait voulu respecter la sécurité tout en perdant le moins de temps possible, il aurait bien été obligé d'embaucher d'autres gars.

De plus, quand on grimpe comme ça on doit porter un masque en caoutchouc avec un filtre pour respirer, mais là le patron s'est contenté de nous donner des petits masques en papier qui, en fait ne servaient à rien. Il faut savoir que la peinture au pistolet ça fait une sorte de brouillard qui, avec certaines peintures est très dangeureux. Par exemple avant d'utiliser la peinture -alu (c'était le cas pour nos cuves), les ouvriers doivent passer une visite médicale. Mais là, le patron n'a rien dit et nous n'avons pas passé de visite. De même le patron devait nous fournir de la vaseline pour protéger la peau du visage et des mains, mais comme il ne nous avait rien donné, nous avons dû nous servir dans les cuves que nous mettions en peinture, et nous barbouiller de glycérine industrielle.

Dans beaucoup d'entreprises, il n'y a pas un grain de peinture sur les ceintures de sécurité, elles sont neuves et n'ont jamais servies. Que l'ouvrier soit accidenté, blessé ou tué n'a aucune importance pour les patrons, la seule chose qui compte pour eux c'est exploiter les ouvriers au maximum, les pousser à prendre des risques s'ils ne veulent pas voir leur prix de tâche diminué au prochain boulot ou se retrouver avec les travaux les plus mauvais la prochaine fois ou encore, tout simplement, s'ils ne veulent pas se faire mettre à la porte «pour faute professionnelle».

LE TRAVAIL A LA TACHE DIVISE LES TRAVAILLEURS

Dans le travail à la tâche il y a ce qu'on appelle les «bons« et les «mauvais» boulots. Exemple d'un «mauvais» boulot : peindre des tuyaux. Ce travail est payé entre 1,50 francs et 2 francs le mètre, mais, c'est facile à comprendre, sur un tuyau l'ouvrier gagne 3 fois rien: ça n'a pas de surface et on perd du temps à mettre l'échelle, à la déplacer, etc. C'est le genre de travail qui ne rapporte pas. Exemple d'un «bon» boulot : peindre au pistolet tous les radiateurs d'un immeuble. C'est ce que j'ai fait il n'y a pas longtemps : l'immeuble comptait 6 étages et il y avait en tout 72 radiateurs. J'ai fini le boulot en 2 heures de temps. Il est clair que dans ce cas l'ouvrier transpire mais «gagne sa croûte».

Ainsi dans le travail à la tâche, les ouvriers sont amenés à se diviser face au «bons» et aux «mauvais» boulots, au travail «dans le neuf» et au travail «dans le vieux» (où on prend beaucoup de temps pour pas grand chose, il y a les travaux de réfection, il faut mettre de l'antirouille, nettoyer, etc...)

Tous les ouvriers, c'est compréhensible, n'ont pas les mêmes capacités physiques ou professionnelles. Pour un même travail l'un va se faire 2 000 francs dans son mois et l'autre 1 500 francs. Par exemple, en 15 jours je viens de gagner 1 500 francs (brut) et un camarade de travail a touché 2 002 francs (brut) pour son mois. Il a 39 ans, et la quarantaine pour un tâcheron c'est l'âge limite.

Tout ceci amène l'ouvrier à perdre sa conscience professionnelle : pour arriver dans les temps il est obligé de saboter plus ou moins le travail. Par exemple, au lieu de laver et de mettre 2 couches de peinture, on lave à moitié et on met une seule couche épaisse. Mais, finalement, cela fait plaisir aux patrons, car si le travail est à moitié bâclé, il faudra revenir faire des travaux de réfection plus rapidement.

LES REVISIONNISTES DEFENSEURS DU TRAVAIL A LA TACHE

De plus en plus, le travail à la tâche se développe dans le bâtiment. Depuis 1968, c'est flagrant. Normalement, la loi interdit le travail à la tâche, mais avec les conventions collectives le patron peut tourner la loi à son avantage, et les révisionnistes volent à son secours.

Par exemple, chez Batir à Dunkerque, les dirigeants de la CGT se sont efforcés de *defendre* et de *faire augmenter en pourcentage* les prix de tâche. Résultat : une plus grande division des travailleurs sur les chantiers. Ceux qui acceptent le travail à la tâche et refusent de le dénoncer — tels les dirigeants révisionnnistes de la CGT — ne sont que des défenseurs du capitalisme.

Un communiste ML
ouvrier du bâtiment

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Des femmes s'organisent

Les femmes, aujourd'hui, aspirent de plus en plus à s'organiser entre elles. Çà et là, à Paris, en province, sur des entreprises, des quartiers, apparaissent des groupes de femmes en lutte contre cette société capitaliste qui les opprime. Bien souvent de nombreux travailleurs, hommes et femmes, des progressistes, des révolutionnaires, ressentent cela comme un facteur de division.

Il faut dire que l'orientation de ces groupes n'est pas toujours claire et en général deux lignes s'y affrontent : une ligne féministe qui prend l'homme pour principale cible et considère que toutes les femmes sont sœurs, y compris les femmes prolétaires et les femmes bourgeoises. On voit tout de suite dans quelle impasse une telle ligne peut mener les femmes !

L'autre ligne, au contraire, s'oriente vers les femmes des milieux populaires et oriente la lutte pour la libération des femmes contre toute discrimination en cherchant aussi à les faire participer à la lutte de classe dans notre pays ; ce qui est indispensable, surtout à l'heure actuelle où les luttes se développent face à la crise du capitalisme, et face aux fausses solutions du PCF. Il ne suffit donc pas de s'organiser, il faut encore savoir sur quelle ligne, pour quoi faire.

Pourquoi donc, les femmes doivent-elles chercher à se regrouper, à s'unir, à s'organiser ensemble ? pour lutter !

Historiquement, la société de classe a toujours placé la femme dans une position d'infériorité. Elle en a fait un être *plus exploité* et *plus soumis*.

En effet, les conditions concrètes de la société capitaliste l'ont placée dans une situation telle qu'il lui est plus difficile de prendre conscience, d'avoir confiance en elle et de lutter. Sa vie sociale, économique en est la base matérielle concrète ; la travailleuse qui, après sa journée à l'entreprise, doit entamer sa deuxième journée de travail à la maison, *quand, comment* peut-elle trouver le *temps* pour réfléchir, affronter les obstacles et encore plus militer ?

La femme qui travaille à la maison, reste au foyer en général, à cause du nombre d'enfants en bas âge, elle retrouve donc le même problème du temps, et en plus, elle est coincée entre ses quatre murs. Où donc, quand et comment peut-elle trouver les conditions de sa prise de conscience ? Elle se trouve encore plus sous l'emprise et le matraquage de l'idéologie bourgeoise par la télé, la radio ou la presse féminine. Et les révisionnistes font tout pour l'y maintenir.

N'entend-on pas souvent des femmes dire : «La politique, c'est l'affaire des hommes», pour elles, ce sont les hommes qui «s'y connaissent», qui parlent en public, qui prennent des décisions...

D'ailleurs lorsqu'une femme prend la parole dans une réunion politique, il n'est pas rare que l'on voie poindre un sourire moqueur, humiliant même, sur les visages. La femme doit d'abord affronter cet a-priori défavorable qui n'existe que parce qu'elle est femme. Et chacun peut trouver mille exemples : qui prend le plus souvent la parole dans les réunions mixtes ? Qui prend «la direction des opérations» ? Dans le travail syndical, c'est bien souvent l'homme qui rédige le tract et la femme qui le tape.

La contradiction entre hommes et femmes est donc bien réelle. Mais qui a le plus intérêt à ce système patriarcal ? Les courants féministes voudraient faire croire que ce sont les hommes principalement, or, c'est la classe dominante qui exploite la masse des travailleurs et travailleuses, qui perpétue cette contradiction et l'aiguise par tous les moyens pour diviser les travailleurs et faire encore plus de profits sur leur dos.

On voit que les femmes du peuple ont vraiment intérêt, encore plus que les hommes, à transformer la société.

Pour cela, il faut que la masse des femmes prenne conscience et lutte malgré tous les obstacles. Les groupes de femmes *peuvent être une première étape*. Ce n'est pas l'unique forme que peut revêtir leur volonté de lutte contre le système capitaliste. De nombreuses luttes l'ont montré : elles ont participé massivement aux grandes grèves (Lip, PTT...) et ont affirmé leur combativité lors des grèves qu'elles ont dirigées (Coframaille, Cerizay, Everwear, Bigchief, Nouvelles Galeries...), de nombreuses femmes au foyer ont participé activement aux luttes que menaient leurs maris (mineurs d'Alsace, cycles Peugeot...). Les femmes se sont organisées pour imposer le droit à l'avortement et à la contraception.

Et ceci a fait grandir chez beaucoup le besoin de s'organiser de façon spécifique pour développer ces luttes.

Dans une organisation de masse féminine, les femmes se sentent plus sûres d'elles, elles peuvent acquérir leur indépendance politique, de pensée, à partir de la façon dont *elles* ressentent tous les problèmes de la société et aussi les leurs spécifiquement. Leur volonté de lutte et leur combativité seront plus efficaces si tout un groupe de femmes les prend en charge et les met en valeur.

Regroupées, les femmes luttent *avec force* contre l'idéologie bourgeoise qui les vise particulièrement et contre l'exploitation capitaliste qui les touche plus férocement, surtout pendant cette période de crise (chômage, intérim, salaires de misère...). Elles mènent des actions et montrent qu'elles ne sont pas des êtres soumis, passifs, mais la moitié des forces révolutionnaires de notre peuple.

Tout ceci n'est pas incompatible avec la lutte syndicale et politique organisée avec leurs compagnons de travail. L'organisation des femmes sur une juste ligne politique révolutionnaire ne divise pas les travailleurs, c'est une bataille de plus dans l'armée révolutionnaire de tous les opprimés, qui, en fin de compte, écrasera la société bourgeoise pour instaurer la société socialiste où elles puiseront les conditions objectives de leur émancipation réelle.

Il parait donc important que les femmes se regroupent, s'organisent sur des bases politiques claires, anticapitalistes et révolutionnaires. Nous souhaitons que de nombreux témoignages ou contributions viennent enrichir ce débat, afin d'aboutir à une connaissance plus approfondie de ce problème.

Non, cette vie-là, faite d'oppression et d'exploitation, ne peut plus durer. Nous les femmes, qu'avons-nous à faire pour hâter la Révolution prolétarienne ?

Désormais une rubrique femmes régulière dans notre journal

Une page femme dans l'Humanité rouge. L'événement est assez rare et plusieurs lettres de lecteurs, et surtout lectrices, s'en sont plaint.

Parler plus, parler mieux, des femmes, de leur oppression, de leurs revendications, de leurs aspirations et de leur luttes révolutionnaires, voilà un juste souhait. Pour y répondre, le Comité de rédaction a décidé de tenir régulièrement, tous les quinze jours, une rubrique sur ce thème.

Divers sujets y seront abordés : la femme et le travail, la famille et les enfants, les luttes des femmes pour leur émancipation, les manœuvres des capitalistes et des révisionnistes en direction des femmes et comment elles y répliquent, les victoires des femmes dans les pays socialistes, indépendamment bien sûr des luttes des femmes ouvrières qui doivent avoir régulièrement leur place dans les colonnes de la «France des luttes» et des questions d'actualité sur ce thème qui ne devront pas attendre 15 jours pour être traitées.

Parler plus, parler mieux des femmes en lutte, cela ne sera aussi possible que si une nombreuse correspondance, issue de leur pratique révolutionnaire nous parvient. Camarades, saisissez donc vos plumes, aidez autour de vous les femmes de notre peuple à le faire : elle ont des choses à dire et nous avons besoin de les entendre.

La pensée Mao Tsé-toung, une arme au service de l'emancipation révolutionnaire des femmes

«Une véritable égalité entre l'homme et la femme n'est réalisable qu'au cours du processus de la transformation socialiste de l'ensemble de la société», a dit le président Mao. C'est ainsi qu'en Chine nouvelle les femmes ont compris que pour gagner leur libération, elles doivent garder présente à l'esprit l'idée de transformer la société toute entière.

«Les femmes portent sur leurs épaules la moitié du ciel, et elle doivent la conquérir» ; «Les temps ont changé, l'homme et la femme sont égaux. Ce que l'homme peut accomplir, la femme le peut aussi» : c'est armées des directives du président Mao et de leur volonté de changement par la lutte, que les femmes ont transformé leur situation d'avant la fondation de la République populaire de Chine : elles occupaient le bas de l'échelle sociale «ne comptaient pour rien et étaient arriérées», mais aujourd'hui elles ont réellement conquis leur moitié du ciel». Par les luttes qu'elles ont menées et mènent sur tout les fronts, elles se sont émancipées sur les plans politique, économique et culturel, et participent avec ardeur à la révolution et à l'édification socialiste.

Voyons un exemple de lutte de femmes pour conquérir un domaine qui était strictement réservé aux hommes (en 1951, cette camarade est l'une des premières aviatrices de l'Armée populaire de libération) :

«Cependant les choses n'allèrent pas aussi facilement que je l'avais espéré. Comme l'idée de la «suprématie masculine de l'homme sur la femme» agissait encore sur l'esprit de pas mal de gens, certains ne cachaient pas leur mépris : «Les femmes qui prétendent devenir pilotes sont comme des plumes qui veulent monter jusqu'au ciel». De tels cancans nous affligèrent beaucoup sans pouvoir pourtant ébranler notre résolution. Moi-même, je repensai aux recommandations des masses quand j'avais quitté mon village pour rejoindre l'armée : «Sieou-«mei, tâche d'apprendre vite. N'oublie pas «que tu voleras en l'honneur du président «Mao et pour contribuer à l'émancipation «des femmes !» Je réfléchis et parvins à comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un problème personnel, mais bien de lutter contre les idées traditionnelles, de frayer un chemin à l'émancipation des femmes chinoises. A cette pensée, je me trouvai confirmée dans ma conviction et je redoublai de courage.

»... Le 8 mars 1952 restera pour moi une date inoubliable. Ce jour-là, aux commandes de nos aigles d'argent, nous, les premières femmes-pilotes de la Chine nouvelle, nous avons survolé la place Tien An-men, au cœur de Pékin, où le président Mao, grand leader du peuple chinois nous passait en revue... Le même jour nous avons eu un entretien cordial avec lui, et il nous a félicitées d'avoir obtenu des succès et nous a encouragées à en remporter de plus remarquables... Le président Mao nous a donné des aîles d'acier, à mes camarades et à moi. Les faits ont mis à nu le caractère réactionnaire et absurde de la "suprématie masculine".»

Aujourd'hui, la femme chinoise jouit des mêmes droits que l'homme dans tous les domaines politique, économique, culturel, social et familial, de même qu'elle travaille dans tous les secteurs d'activités.

L'apparition massive de femmes cadres, assumant des postes de direction aussi bien dans les organismes du parti et du gouvernement aux divers échelons que dans les usines et communes populaires, constitue un signe éclatant de l'émancipation de la femme chinoise. Les organisations de base des femmes chinoises joue un rôle important pour cela sous la direction du parti, car tant qu'existera la lutte des classes il faut lutter pour approfondir et développer l'émancipatiion des femmes. Leur rôle ne se borne pas à «promouvoir la productin»: mais aussi à «faire la révolution». Elles étudient la théorie marxiste-léniniste et la pensée-maotsétoung pour mieux combattre le révisionnisme, qui leur ferait perdre leurs acquis de femmes émancipées, car, elles en ont l'expérience, sans émancipation de la société, il n'est pas d'émancipation réelle de la femme.

culturel

Succès de la journée des Sonacotra

L'ART ET LA LUTTE

La journée des travailleurs immigrés de la Sonacotra a comporté une importante partie culturelle avant lemeeting.

Aprés la projection d'un film de Joris Ivens, «Borinage», sonorisé pour la première fois par la jeune Union soviétique, retraçant une gréve de mineurs en Belgique, la chorale «La Communarde» a interprété plusieurs chansons dont certaines avaient été écrites avec la collaboration des résidents eux-mêmes.

Ensuite, la Chorale de l'Union des étudiants turcs a interprété des chants populaires et révolutionnaires de leur pays sur des rythmes et des mélodies trés inhabituels pour nous-mêmes, mais trés beaux.

Le groupe de danse folklorique portugais, «servir le peuple» est venu spécialement du Portugal pour soutenir les résidents de la Sonacotra. Ils exécutérent des danses alliant les drapeaux rouges, les faucilles et les marteaux à des motifs chorégraphiques traditionnels et populaires du Portugal.

Puis, au nom de l'Union culturelle anticapitaliste et anti-impérialiste furent lus deux poémes, tirés de la brochure «Chant de lutte pour nos fréres immigrés»

Aprés cela, le Comité de coordination présenta un excellent montage de diapositives retraçant les grandes lignes de la lutte des Sonacotra.

Prenant le relais, une chorale portugaise, venue elle aussi spécialement de son pays avec les danseurs, interpréta chants populaires et révolutionnaires. De même, le poéte ouvrier Leonel Santos lut plusieurs de ses œuvres (nous publieront postérieurement une interview de ces artistes révolutionnaires portugais). Enfin, avant le meeting, la troupe de théâtre «Zaït et Baït» nous retraça les conditions d'existence dans les foyers de la Sonacotra et la naissance de la révolte et de la lutte. Tout en expliquant les choses avec précision et simplicité, les acteurs, français et arabes — dont certains des résidents des foyers —, n'ont cessé de faire jaillir les éclats de rire et les bravos de la salle.

La scéne était décorée d'une fresque réalisée par groupe «18 Mars» et dans la salle de nombreux cinéastes et photographes s'affairaient tous sous la direction de la Commission culturelle des résidents en vue d'un futur travail de soutien. Dans le hall étaient exposées des peintures sur les luttes des Sonacotra, faites avec des résidents ainsi que des panneaux de propagande qui ont servi aux journées «portes ouvertes» .

Les actions culturelles constituent donc, on l'a vu ce jour là, un des moyens essentiels, pour populariser la lutte des immigrés et développer la solidarité.

Le Comité de coordination, en donnant aux actions artistiques et culturelles une telle importance, a montré la voie à suivre : d'abord lier la production artistique à la direction politique de la lutte (c'est le rôle de la Commission culturelle et du Comité de coordination) ; ensuite promouvoir un soutien qui, par sa forme et son contenu, permette de clarifier les idées de ceux qui se sentent solidaires des Sonacotra et pas seulement d'attirer du monde aux meetings.

L'ambiance dans laquelle les représentations se sont déroulées, la participation et l'approbation de la salle sont la preuve que le public apprécie cette forme de travail culturel et qu'il y a déjà là un moyen remarquable de développer encore plus le soutien aux Sonacotra.

A la télévision du 26 octobre au 1er novembre

MARDI 26 A2 : 20 H 30
Les dossiers de l'écran : film «les cœurs verts» Débat : la jeunesse délinquante

La «délinquance ju vénile» est une expression moderne couramment utilisée, en particulier, par la «grande» presse. On en fait une question d'une grande acuité, alors que ce phénomène a toujours existé, depuis qu'il existe des classes sociales et surtout depuis le règne de la bourgeoisie capitaliste. Il est vrai cependant que de nos jours, c'est un phénomène qui cadre mal avec les projets d'«encasernements», de réglementation de la vie quotidienne par la bourgeoisie notamment par le biais des grandes cités-dortoirs,des concentrations urbaines. Pourtant la «délinquance» des jeunes, issus des familles pauvres, est bien le produit de la situation criminelle que cette même bourgeoisie impose aux travailleurs, et à leurs familles. Le chômage des jeunes, une éducation à l'école qui n'est qu'un bourrage de crânes pour mieux servir de bête de somme aux patrons, une absence de loisirs accessibles à tous (et quand ils le sont qui ne correspondent pas aux intérêts de classe des jeunes), constituent quelques-unes des causes de la délinquance. Cette violence spontanée, qui représente bien souvent une réaction «gratuite» des jeunes face au système capitaliste, est largement motivée par le désir de détruire, ou de s'approprier (souvent par le vol) les «biens» de consommation qu'ils ne pourront jamais posséder, mais que la bourgeoisie exhibe pour mieux attirer les travailleurs dans son guêpier.

MERCREDI 27 FR3 : 19 H 40
Tribune libre : la FNSEA

Ce soir, présentation du syndicat qui, aussitôt connu les «ambitions» du plan gouvernemental d'aide aux sinistrés de la sécheresse s'est empressé de lancer un appel au calme: surtout pas de manifestations.

La FNSEA et le pouvoir qu'elle représente a peur, et le dit : *«La déception des paysans rendrait de tels rassemblements incontrôlables»*.

Voilà encore une position qui confirme ce que nous ne cessons de dire : les paysans exploités, ceux qui ont été durement touchés à la suite de la sécheresse, doivent rejeter les dirigeants de ces syndicats qui représentent les intérêts des gros et des capitalistes. Ils doivent s'organiser entre eux, décider par eux-mêmes, en comptant sur leur propre force pour engager les actions nécessaires.

MERCREDI 27 FR3 20H30
Film de Hitchcock : Correspondant 17

La Grande Bretagne, qui venait de rentrer en guerre, commença, pour sa propagande, à commander des films pour informer la population du danger nazi.

Correspondant 17 fait partie de ces «films sur commande» Mais il est intéressant de voir comment procède Hitchock pour condamner le fascisme.

Il tire son intrigue de la petite bourgeoisie en se servant de son fameux procédé «le suspense d'espionnage», où les «héros» sont des doubles personnages (le nazi s'occupe d'une ligue pour la paix, le journaliste «au dessus de tout» devient tout à coup engagé etc ...) et ainsi se transforment en mythe.

Tout cela pour en arriver à cette image idéaliste et bourgeoise que Hitchcock veut nous imposer c'est à dire «l'incarnation humaine du mal».

Dans tout ce film, où tout se mélange et se contredit une seule chose persiste : L'appel désespéré des alliés aux américains pour écraser leur rivale impérialiste l'Allemagne nazie.

MERCREDI 27 OCTOBRE TF1 22 HEURES
L'homme et les hommes

Débat sur l'apport de la recherche en médecine et en biologie. Débat de spécialistes, dira-t-on. Mais n'oublions pas que toute théorie scientifique se fonde sur une philosophie, une conception du monde déterminée. La façon dont les divers spécialistes invités ce soir aborderont les problèmes de l 'évolution des espèces, de l'originalité biologique des individus, ou de la défense de l'organisme vivant face à la maladie, loin d'être «purement scientifique», reflètera aussi des conceptions sur les rapports entre les hommes dans la société et leur développement.

Dans une société socialiste, en Chine, l'importance de la recherche théorique fondamentale n'est certes pas sous-estimée ; mais la prévention et la guérison des maladies courantes constituent l'aspect principal du travail médical. L'éducation de la population sur ces problèmes et la formation de paysans, d'ouvriers, de travailleurs ayant des connaissances médicales en est un moyen important. Le rôle de la société (par l'activité, le travail entre autres), ainsi que le rôle conscient du malade face à la maladie et face au médecin entrent en jeu dans le processus de guérison, autant que le traitement médical spécifique à la maladie. Comme le déclare un spécialiste chinois de cancérologie, il est possible de maitriser peu à peu les maladies encore mal connues «tant que les travailleurs médicaux maintiennent la fusion entre le développement de la recherche scientifique médicale et la mobilisation de mouvements de masse, qu'ils appliquent les principes d'examiner pour soigner au plus tôt, prévenir plutôt que guérir».

VENDREDI 29 FR3 20 HEURES 30
Magazine «Vendredi» : les municipalités

L'impérialisme a réussi à créer tout un système de corruption des responsables ouvriers, des révolutionnaires, qui sont en grande partie la cause de l'apparition du révisionnisme. Un des meilleurs moyens de ce système est la fonction municipale, très courue par «nos» révisionnistes et pour cause...

Le maire dispose d'une situation administrative et juridique qui lui confère un pouvoir considérable, notamment un pouvoir d'argent. Dans le domaine immobilier ou de tous les autres travaux importants, il est le centre des pot-de vins et se trouve en mesure de favoriser telle ou telle entreprise plutôt qu'une autre.

Les impôts locaux sont aussi décidés par les municipalités et c'est dans les municipalités PCF qu'ils ont la réputation d'être les plus lourds. On comprend d'où viennent leurs réalisations de prestige. Les mairies PCF et PS se comportent avec la même rapacité que n'importe quel patron envers les employés municipaux et ne leur font grâce ni d'un centime ni d'une journée. Il faut dire enfin qu'en France, tous les partis bourgeois sont en grande partie financés par l'argent que rapportent leurs représentants aux mairies des grandes villes. L'émission de ce soir parle de l''écrasante «responsabilité des maires»....

UNE SEMAINE SUR LA CHINE A BONDY (SEINE-ST-DENIS)

Du 23 au 31 octobre

l'Association Bondy-Culture et l'Association des amitiés franco-chinoises présentent

APPROCHE DE LA SOCIETE CHINOISE

films, expositions, conférences, rencontres

EXPOSITIONS

HALL D'HONNEUR DE L'HOTEL DE VILLE

gravures sur soie, images du peuple chinois, objets d'art artisanaux

BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

exposition de timbres-poste, livres de Chine, livres sur la Chine

Les expositions seront ouvertes à l'hôtel de Ville, du lundi au samedi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, à la bibliothèque municipale, aux heures normales habituelles.

l'Humanité Rouge

LA JOURNEE DE LUTTE DES OUVRIERS IMMIGRES DE LA SONACOTRA

Photos réalisées par la Commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra.

1

2

1) La chorale «La Communarde» chante des chansons écrites avec l'aides des travailleurs immigrés en lutte.

2) Peintures faites par des membres du Groupe 18 mars avec des travailleurs en lutte.

3

3) Stand des comités de soutien placés sous la direction du Comité de coordination.

4) Pièce de théâtre faite par les travailleurs immigrés sur la lutte des foyers. Ici les locataires passent à l'offensive contre le gérant.

5) Danses portugaises populaires du groupe Servir opovo.

4

5

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976